



ARCHIWUM
LEGIONÓW
i N. K. N.

Nr 1097

leg. 1468

SOCIALISME AUTRICHIEN

ET

LA GUERRE

Les socialistes tchéco-slovaques
et le démembrement de l'Autriche-Hongrie

PAR

É. BĚLSKÝ

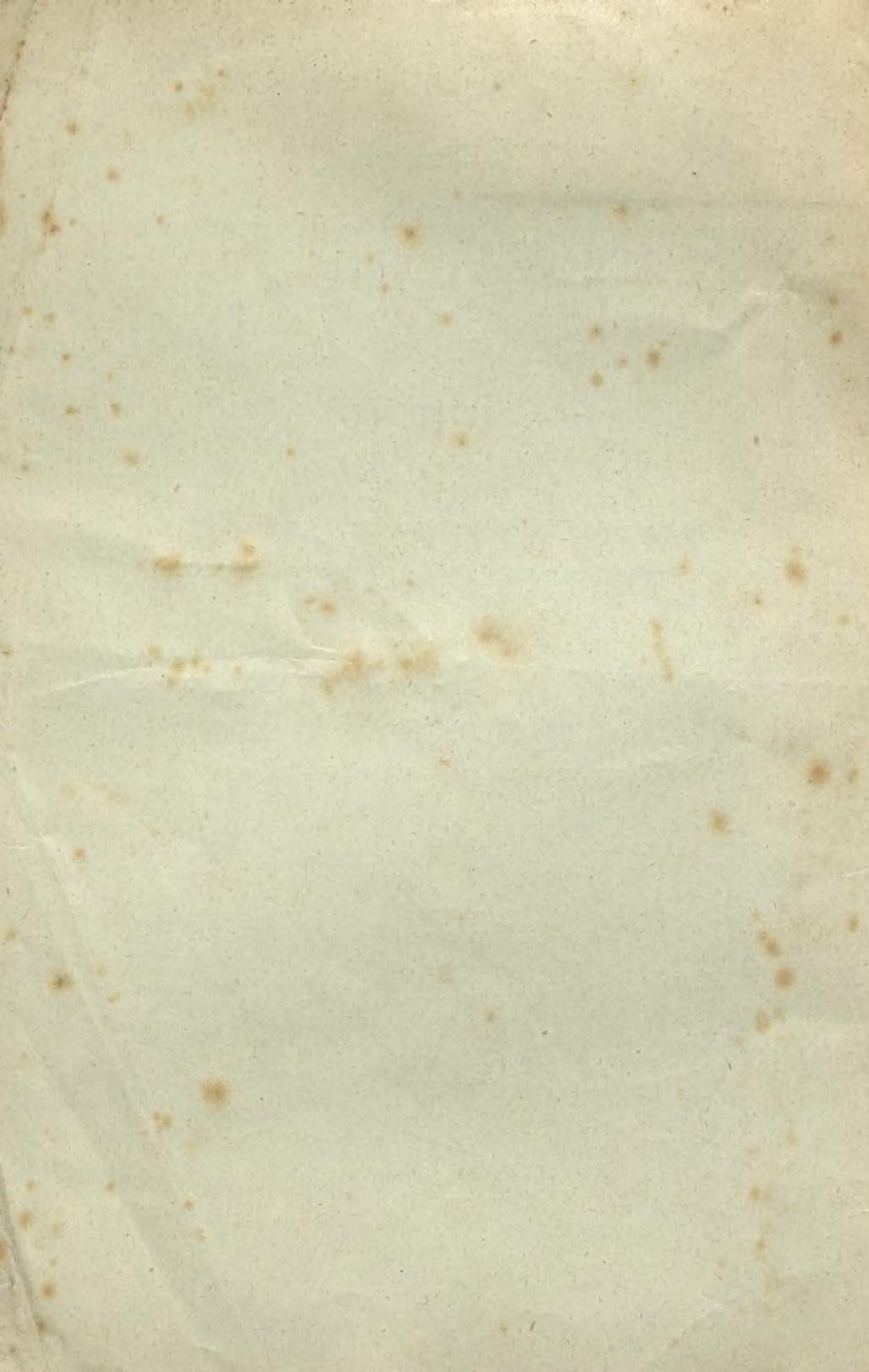
DOCTEUR EN DROIT, DOCTEUR ÈS-LETTRES

Prix : 50 Centimes

PARIS, 1915

Le groupe socialiste tchèque « ÉGALITÉ »
de Paris

LIBRAIRIE POLONIA
LAUSANNE (SUISSE)



leg. 1468

LE
SOCIALISME AUTRICHIEN
ET
LA GUERRE

Les socialistes tchéco-slovaques
et le démembrement de l'Autriche-Hongrie

PAR

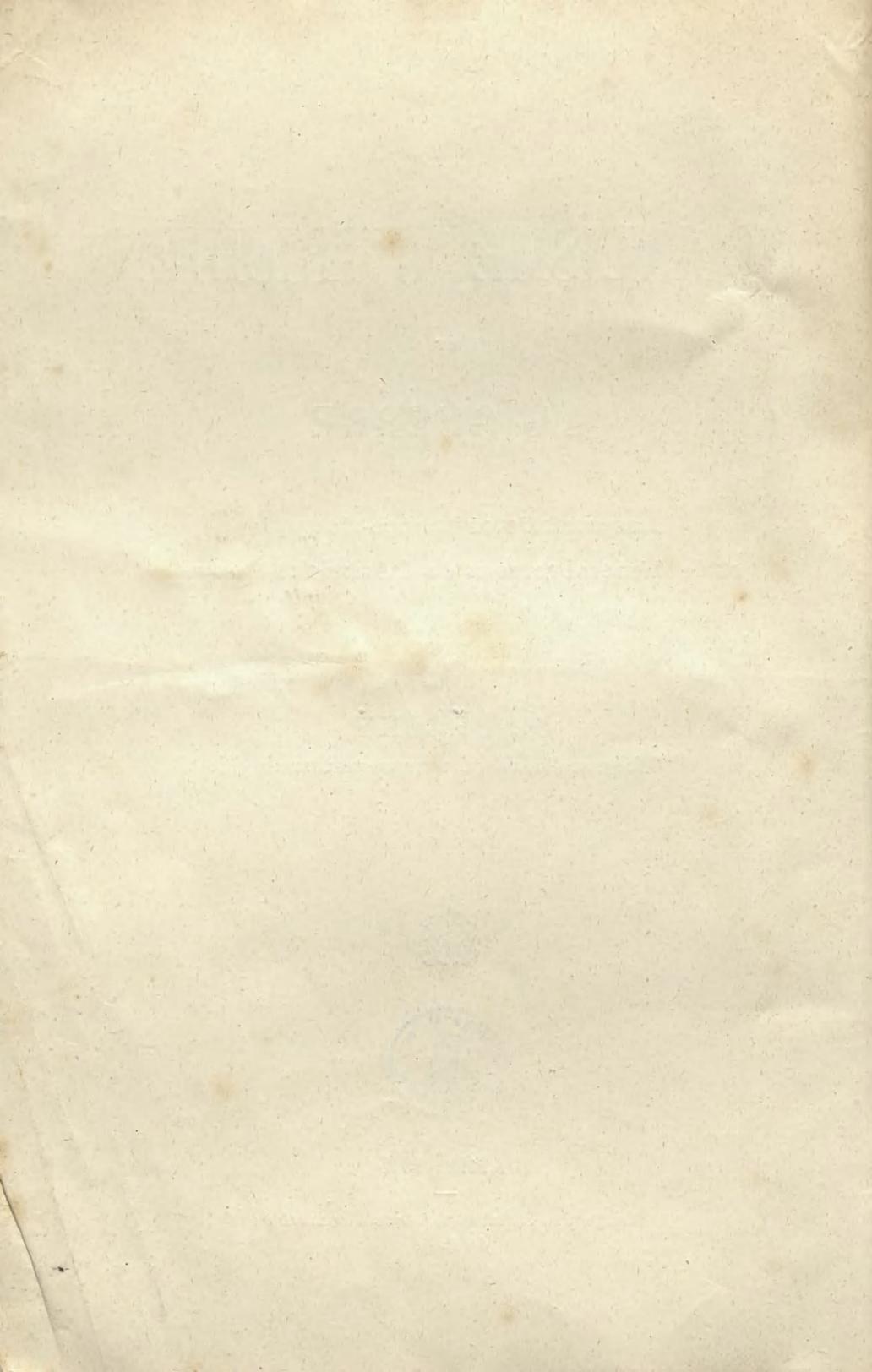
É. BĚLSKÝ

DOCTEUR EN DROIT, DOCTEUR ÈS-LETTRES



PARIS, 1915

—
Le groupe socialiste tchèque « ÉGALITÉ »
de Paris



En publiant cette brochure, le groupe socialiste tchèque ÉGALITÉ de Paris a voulu faire connaître la vraie situation des partis socialistes en Autriche. Non seulement les ouvriers slaves ne solidarisent pas avec les socialistes allemands de l'Empire et avec les socialistes allemands-autrichiens, mais bien au contraire, dès le début de la guerre, ils se rendirent compte de la vraie nature de cette guerre provoquée par les deux Empires centraux et des solutions nécessaires des questions en jeu. Dès le premier moment, l'immense majorité de leurs membres se déclara contre l'Allemagne et contre l'Autriche. Sous les griffes des gouvernements de Berlin et de Vienne, les socialistes slaves en Autriche ne pouvaient que se taire. C'était donc à nous d'exprimer les revendications de nos camarades tchéco-slovaques qui ne peuvent ni parler, ni agir. Le parti socialiste tchèque aux États-Unis a manifesté publiquement ses opinions sur la guerre actuelle et a fixé aux ouvriers tchéco-slovaques un programme qui assurera une paix durable et rapprochera davantage le peuple tchéco-slovaque de notre idéal socialiste international. Tous les socialistes tchèques résidant actuellement en Suisse, en France et en Angleterre acceptent ce programme : ils réclament le démembrement de l'Autriche et la constitution d'un État tchéco-slovaque indépendant. Ils exigent qu'on applique strictement le principe des nationalités dans les conditions de la paix. Et ils sont convaincus qu'ils agissent ainsi conformément à leurs principes socialistes. L'étude du citoyen E. Belsky, dont un certain nombre d'idées pourraient être discutées, constitue une sorte d'histoire du socialisme autrichien pendant la guerre. En la publiant, nous voulons rendre service à notre cause et au mouvement socialiste international

Le 28 Novembre 1915.

LE GROUPE
SOCIALISTE TCHÈQUE (« ÉGALITÉ »)
DE PARIS.

I

Les socialistes allemands en Autriche

1. — *La responsabilité des socialistes allemands-autrichiens*

On parle beaucoup de la responsabilité des socialistes allemands de l'Empire dans la guerre actuelle, en laissant presque complètement de côté les socialistes autrichiens. Il paraît qu'on ne s'intéresse même pas à leur conduite, quoique pour la théorie comme pour la pratique du socialisme international, leur situation ne soit ni moins intéressante, ni moins embarrassante que celle des socialistes allemands de l'Empire.

Mais quand l'Histoire fixera les responsabilités qui incombent, dans la crise actuelle, aux divers facteurs de la vie sociale dans les deux Empires Centraux, les socialistes autrichiens y auront certainement un chapitre à part. En tout cas, ils seront chargés d'un fardeau beaucoup plus lourd que les socialistes de l'Empire, et cela pour des raisons multiples.

Avant la guerre, tous les socialistes autrichiens sans exception étaient adversaires résolus de leur gouvernement. Ils savaient bien que l'Autriche, par son absolutisme, par sa bureaucratie stupide, par son aristocratie féodale, était un des états les plus réactionnaires du monde. Ils détestaient cet État à cause de ses incohérences intérieures, de son « parlementarisme » ridicule, de ses luttes nationales intestines, qui, sous le régime actuel étaient insolubles. Ils savaient surtout que cet État, impuissant à régler ses propres affaires, menait dans les Balkans les intrigues les plus criminelles, qu'il avait collaboré à déchaîner la seconde guerre balkanique, en réalisant son fameux plan avec l'Albanie et en écartant la Serbie de l'Adriatique, ce qui avait contribué à jeter les Bulgares contre les Serbes. Ils connaissaient bien les plans de la caste militaire autrichienne et de la dynastie de forcer à tout prix le chemin de Salonique, dut-il en résulter la guerre la plus cruelle. En un mot, ils étaient parfaitement au courant de toute cette misérable politique autrichienne qui a aujourd'hui une si large responsabilité de la guerre actuelle.

Ils n'ignoraient pas ce qui se passait chaque année dans les pays yougoslaves ; ils connaissaient bien l'administration autrichienne, les intrigues des diplomates, les violences des fonctionnaires et ne doutaient pas de l'exaspération de la population yougoslave.

Lorsque, après l'attentat de Sarajevo, le conflit éclata, ils virent bien que c'était la camarilla de la Cour, les cercles militaires de Vienne, les réactionnaires chrétiens-sociaux, quelques juifs de la haute finance, avec leur presse puissante, et enfin, les chauvinistes pangermanistes, qui forçaient l'opinion publique à accepter la solution violente du conflit avec la Serbie. Ils comprirent très bien que la guerre avec la Serbie était provoquée par l'Autriche et que celle-ci y était poussée pour deux motifs principaux : d'une part, ses plans impérialistes dans les Balkans et la soif d'acquérir de nouveaux territoires ; d'autre part, la peur du Royaume de Serbie et le danger de la désagrégation de l'Etat, à cause des difficultés intérieures. *Pour l'Autriche, c'était une entreprise coloniale, une guerre de proie, une affaire capitaliste, impérialiste et dynastique par excellence.*

Et les socialistes autrichiens qui, avant la guerre, étaient contre cette politique, contre les Allemands pangermanistes, les Magyars oppresseurs, l'aristocratie polonaise, faisant toujours le jeu de la Cour, contre la dynastie et tout ce système gouvernemental de Vienne, *auraient dû* faire l'opposition à outrance contre la guerre, protester d'une manière énergique, et surtout n'auraient jamais dû, dans la suite, donner leur assentiment à une entreprise inaugurée dans de telles conditions ; ils ne devaient jamais se placer du côté de ceux qui ont été cause de toutes les misères de la guerre actuelle, défendre l'Etat et ses gouvernants, qui ont assumé de si lourdes responsabilités et ne jamais se ranger du côté des politiciens criminels de Vienne. Nous verrons plus loin ce que les socialistes autrichiens ont fait à ce point de vue.

Ils étaient, en tout cas, dans une situation moins difficile que leurs camarades de l'Empire Allemand, puisque ceux-ci lorsqu'ils eurent à prendre leur décision avaient déjà devant eux la *guerre européenne* déchaînée. Il leur était dès lors facile d'escamoter, avec un semblant de justification, les théories qui les forçaient à défendre leur patrie (attaquée à leur avis), tandis que les socialistes autrichiens voyaient parfaitement que pour l'Autriche il s'agissait en réalité d'une conquête de la Serbie, que l'ultimatum de l'Autriche cherchait à provoquer à tout prix la guerre, et que le gouvernement autrichien était bien responsable de tout ce qui pouvait en découler par la suite.

Malgré cela, ils ne bronchèrent pas au moment où il eût été possible de faire quelque chose. Plus tard même, avec un cynisme inouï, ils acceptèrent le point de vue de leur gouvernement. C'est même pour cela que toute l'Internationale resta stupéfaite devant la déclaration de leurs délégués le 29 juillet 1914, à Bruxelles, lors de la séance du bureau socialiste international. Les socialistes allemands de l'Empire furent eux-mêmes outrés

de cette conduite (1). C'est pour cela que les socialistes allemands autrichiens ne se disculperont jamais de ces fautes et ne pourront jamais décliner la lourde part de responsabilité qui leur incombe dans la crise provoquée au sein du socialisme international.

Il est vrai que l'Autriche a été plus tard mise au second rang par l'Allemagne, qui en a pris complètement en mains la direction, tant au point de vue militaire qu'au point de vue diplomatique. On s'est alors aperçu par les événements, que son intérêt à déchaîner la guerre avait été certainement plus vif que celui de l'Autriche, quoique celle-ci en fut devenue l'initiatrice et la cause première. En conséquence, sans parler de l'importance toute particulière du parti social-démocrate allemand dans l'Internationale toute entière, celui-ci devait, par le fait même que l'Autriche avait été reléguée au second plan, jouer un rôle plus important que le parti socialiste autrichien et attirer l'attention de tous ceux qui s'y intéressent.

Il est également vrai que les socialistes autrichiens n'ont jamais eu une occasion aussi solennelle que les socialistes allemands de l'Empire, de manifester leur opinion. On sait que les socialistes autrichiens ne formaient pas un parti homogène. Ils étaient divisés en partis socialistes nationaux, qui vivaient entièrement de leur propre vie, unis seulement par des liens très peu solides, et étaient, en outre, dans les derniers temps, livrés à des discordes continuelles, précisément par suite de divergences d'opinion sur les questions nationales. Ils n'auraient donc pas été en état de se réunir et de se mettre d'accord sur les problèmes qui, alors, commençaient à jouer un rôle si prépondérant dans les événements tragiques de l'heure actuelle. Faute d'unité de vue, ils durent s'abstenir d'en manifester aucune en commun.

En outre, comme on le sait, le gouvernement autrichien se garde bien de convoquer le parlement. De tous les belligérants, l'Autriche est, en effet, le seul qui, depuis le commencement de la guerre, n'a pas consulté sa population, et qui, depuis le meurtre de Sarajevo, pratique chez lui ouvertement un absolutisme moyen-âgeux. Elle n'a donc pas donné la possibilité de manifester contre ou pour la guerre, ainsi que l'ont fait les socialistes allemands de l'Empire. Et même si les socialistes autrichiens avaient pu manifester leur opinion, l'issue de leur vote eût été sensiblement différente de celle des socialistes allemands de l'Empire. Seuls probablement, les socialistes allemands autrichiens auraient parlé de la même manière que leurs collègues de l'Empire, ainsi qu'un ou deux députés polonais. Tous les autres auraient été nettement contre la guerre et contre tout ce que les deux Empires Centraux ont entrepris pour la déchaîner.

Donc, pour se rendre exactement compte du rôle du socialisme autrichien dans la guerre actuelle, on doit très soigneusement

(1) Voir La Chesnais. — Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre (p. 23, Paris, Colin).

séparer les socialistes allemands autrichiens, des socialistes tchéco-slovaques, serbo-croates et italiens de la monarchie.

Pour la Hongrie, la situation est la même. Les socialistes hongrois sont dans la même posture que les socialistes allemands en Autriche, et les socialistes slovaques, roumains, serbo-croates, ruthènes, leur sont nettement opposés. On peut donc dégager immédiatement un fait significatif, qui caractérise et juge à la fois la conduite du socialisme allemand dans la crise actuelle. Les socialistes des deux nations qui dominent jusqu'à présent la monarchie dualiste, se sont rangés sans discussion du côté de leur gouvernement.

2. — *L'impuissance des socialistes autrichiens*

Prenons donc d'abord les socialistes allemands autrichiens : Tout le monde a dû être surpris de leur conduite et de leur silence, au moment où la diplomatie de Vienne préparait le coup de force et négociait avec Berlin l'ultimatum à la Serbie.

Partout, les socialistes protestaient, à Paris, à Berlin, en Russie. A part quelques protestations dans les journaux, les socialistes allemands d'Autriche ne bougeaient pas. Il est difficile d'en préciser les raisons aujourd'hui ; mais on connaît l'opinion du vieux chef de leur parti, Victor Adler, de Vienne, qui, le 29 juillet 1914, dans la réunion du bureau socialiste international, où l'on discutait les mesures à prendre contre la guerre imminente, déclara ouvertement que la guerre contre la Serbie était très populaire en Autriche et qu'il serait très difficile au parti socialiste de résister à ce mouvement d'opinion, parce que le public voyait dans la guerre un moyen de renforcer la cohésion de l'Etat austro-hongrois. Dans ces conditions, les socialistes étaient complètement sans défense, et tout ce qu'ils pouvaient faire était : 1° de préserver la classe ouvrière de l'infection belliqueuse et patriotique qui commençait à gagner le public autrichien ; 2° arriver à maintenir les organisations prolétariennes, pendant la tourmente et après elle (1).

C'était l'aveu de l'impuissance complète du parti. Mais d'où venait cette impuissance d'un parti qui comptait presque 90 députés, qui avait plus d'un million et demi d'électeurs et un nombre énorme d'organisations ouvrières, politiques et syndicales absolument dévouées et dociles à tout mot d'ordre? Était-ce manque de force, de volonté et de décision? Était-ce de la peur et de la lâcheté? Était-ce enfin, le manque de courage devant les persécutions menaçantes et la violence des gouvernants?

(1) Voir P. G. La Chesnais. Le groupe socialiste du Reichstag et la déclaration de guerre (p. 23, Paris, Colin).

C'était, d'abord, le manque absolu de confiance en sa propre force. Ce fut peut-être pour la première fois que le socialisme autrichien eut conscience de son impuissance complète. Jusquelà, il s'était plu à contempler ses propres rangs, à calculer le chiffre de ses députés, de ses électeurs, de ses organisations, à vanter sa puissance organisatrice et feindre de prendre au sérieux ses menaces au gouvernement et à s'employer même, au besoin, pour un coup de force, si l'on voulait déchaîner la guerre. Mais, en vérité, sa force était toujours des plus minimes.

Par la force des choses, le socialisme, en tant qu'expression la plus parfaite du démocratism, ne peut avoir que très peu d'influence, là où règne l'absolutisme caché, la bureaucratie stupide et bornée, la violation continuelle des droits des nationalités. A vrai dire, les socialistes autrichiens devenaient pas à pas gouvernementaux, puisqu'ils voulaient à tout prix forcer l'évolution du parlementarisme autrichien, pour donner une nouvelle base à un état qui, par son fondement, était impuissant à vivre ; ils étaient trop attachés au parlement qui était un jouet dans les mains des bureaucrates ; ils s'acharnaient à sauver l'Autriche, en s'efforçant de maintenir l'organisation constitutionnelle actuelle et en cherchant à y apporter quelques remaniements, afin d'apaiser un peu les luttes nationales. Ils avaient du succès dans les masses. Pour le maintenir, ils avaient besoin de la tribune parlementaire. Le Parlement ne travaillait pas. On y faisait des scènes, du bruit, du tapage ; on y discutait bien quelques projets, mais on ne réalisait rien. Pour maintenir la confiance des masses socialistes, il fallait bien au moins leur présenter quelques discours, un succès quelconque apparent, fût-il le plus superficiel.

C'est ainsi que les hauts bureaucrates de Vienne tenaient en mains tous les députés socialistes. Avec la possibilité de gouverner sans le parlement, ils avaient contre eux une arme puissante, dans le cas où ils auraient eu l'intention de créer des difficultés au ministère. Et puisque les socialistes avaient besoin du parlement pour maintenir la confiance de leurs masses, ils devaient donc rester dociles aux ordres du gouvernement. Ils s'y pliaient ; ils étaient sans influence. Il y jouissaient de peu de respect, et après huit années de leurs travaux parlementaires, on n'a pu s'apercevoir d'un seul signe de leur véritable influence dans la structure intérieure de l'Etat. Ils poursuivaient la chimère de concilier les nationalités autrichiennes ; mais, au sein de leur propre parti, ils n'ont su résoudre aucun des problèmes nationaux. Aussi ont-ils fini, au bout de quelques années de luttes très dures, par accuser leurs camarades Tchèques, devant le congrès socialiste de Copenhague, de rester nationalistes, puisque ceux-ci voulaient vivre dans leur parti tchèque par leurs propres moyens, sans être incorporés dans les organisations avec les Allemands.

Ils n'ont pas compris, — et en cela ils n'étaient pas seuls, — que tous les projets de conciliation nationale qu'ils avaient for-

mulés, étaient absolument irréalisables dans un Etat qui, par sa nature et par la force d'évolution des démocraties modernes était destiné à mourir inévitablement (1). Ils étaient impuisants, puisque démocrates, ils étaient entre les mains d'un gouvernement absolutiste, et, par conséquent, serviteurs de l'absolutisme sans le voir ; et ils étaient sans l'influence politique, puisqu'ils poursuivaient la réalisation de projets qui par leur nature même, étaient irréalisables.

Même dans leurs projets d'une Autriche future, juste envers toutes les nations et, par conséquent, capable de vivre, ils montraient combien tous leurs efforts étaient entachés d'erreurs essentielles, qui les condamnaient d'avance à des échecs inévitables. Ils n'ont jamais réussi à cacher que, dans leur for intérieur, dormait un pangermanisme dangereux. Ils élaboraient bien des plans basés sur la justice envers chaque nation autrichienne, mais, en même temps, ils affirmaient comme le principe du socialisme le plus pur, la nécessité d'assimilation de tous les Slaves habitant les contrées allemandes. (2). Ils n'ont jamais pu comprendre que cette doctrine, loin d'être socialiste, est de l'aristocratie le plus répugnant et le plus brutal ; ils n'ont jamais pu comprendre pourquoi les ouvriers tchèques ne voulaient pas devenir allemands ni jouer de la haute culture allemande, qui leur aurait permis de se rapprocher de la compréhension des vrais principes socialistes.

En outre, s'appuyant sur les derniers restes de l'orthodoxisme marxiste, ils proclamaient d'une voix grave, avec des allures scientifiques, que l'Autriche était nécessaire à toutes ses nations, puisque c'était elle qui les faisait vivre d'une vie économique supportable : les Etats modernes ont besoin de grands territoires ; ils ont besoin de la mer ; la vie économique des Etats modernes ne peut se développer à l'heure présente que sur une échelle des plus larges, autant que possible internationale. Les nations de l'Autriche-Hongrie périraient donc de misère, si elles se séparaient les unes des autres.

En escamotant ainsi une telle doctrine, à l'appui de l'existence de l'Autriche, ils pensaient toujours moins à l'Autriche qu'à l'Allemagne. Ils étaient toujours dans un si intime rapport avec leurs frères de l'Empire, qu'ils ne se sentaient pas dans un autre Etat. A ce point de vue, ils avaient une satisfaction complète. Ils plaignaient un peu ces pauvres diables de Slaves, qui s'entêtaient à défendre leur langue et leurs droits nationaux et ne savaient pas comprendre, en leur qualité d'ouvriers socialistes, leurs véritables intérêts, qui leur commandaient de puiser davantage dans l'incomparable culture allemande et s'armer ainsi pour la lutte contre le capitalisme. Ils les regardaient un peu avec

(1) Voir Leo N. Trotzky, *Der Krieg und die Internationale*, 1914 (p. 11-12).

(2) Voir la Revue des Socialistes autrichiens *Der Kampf* année 1912-13, les articles de Seliger et autres.

dédain, mais puisque ceux-ci persistaient à vouloir demeurer dans leur misère morale, ils consentaient à les y laisser. C'était ainsi qu'ils reconnaissaient l'égalité des droits des diverses nations autrichiennes.

Et puis, ils n'aimaient pas les Serbes, non seulement pour les raisons mentionnées plus haut, mais aussi parce que les Serbes étaient vraiment « insupportables » avec leur impétuosité dans l'exécution de leurs plans politiques contre l'Autriche et leur foi inébranlable dans l'unification du peuple serbe tout entier, ce qui aurait évidemment menacé l'intégrité de la monarchie. A ce point de vue, les socialistes allemands autrichiens étaient toujours conservateurs acharnés ; ils voulaient croire à la durée éternelle de la monarchie des Habsbourg. Ils auraient plutôt appuyé le plan d'annexion des pays balkaniques, pour unifier les Serbes, et donner satisfaction au principe d'économie socialiste de créer, autant que possible, des Etats de la plus grande étendue.

Ainsi, du même coup, on se débarrasserait des conflits menaçants et de la guerre future, pour s'approcher de la réalisation du programme socialiste. Cela aurait été, à leur avis et toujours au point de vue socialiste, la solution la plus avantageuse, même pour les Serbes. En réalité, cela signifiait qu'ils acceptaient le programme politique du gouvernement contre lequel ils luttèrent déjà depuis longtemps avant la guerre.

Ainsi, le jour de la déclaration de la guerre, les socialistes allemands d'Autriche se trouvaient dans un état d'esprit très étrange. Ils craignaient la guerre, puisqu'en fin de compte, c'étaient les ouvriers qui devraient marcher et qui en supporteraient le plus lourd fardeau. Par principe, leur parti devait être contre la guerre, et il l'était sincèrement. D'autre part, ils se sentaient extrêmement faibles contre l'opinion publique, représentée par les cléricaux de Vienne, leurs concurrents principaux, violemment passionnés contre les Serbes, à cause de l'attentat de Sarajevo. Peu de sympathie pour les Serbes, le désir d'en finir avec le problème Yougoslave, tout cela créait en eux un mélange de sentiments, une incertitude et un malaise dont ils ne pouvaient sortir.

Ils protestaient donc avec véhémence dans les journaux, contre la guerre avec la Serbie, mais n'osaient passer à l'action. Ils hésitaient, tergiversaient, car, étant devenus des parlementaires trop routiniers, ils n'avaient pas la moindre compréhension de l'action directe des syndicalistes révolutionnaires. Dans toute l'Internationale, les socialistes autrichiens sont les parlementaristes les plus acharnés, bien que le résultat obtenu par leur action parlementaire soit des plus modestes. S'il y avait eu une session du Parlement, au moment de l'envoi de l'ultimatum à la Serbie, ils auraient sûrement parlé avec une grande énergie, mais, le Parlement étant absent, ils sont restés sans armes.

3. — L'existence de l'Autriche-Hongrie et les socialistes allemands-autrichiens

Ce fut le premier stade de leur évolution. Ils ont été délivrés de ce malaise insupportable par l'élargissement du conflit et par le point de vue adopté par les socialistes allemands, après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Le conflit austro-serbe devenant un conflit entre l'Autriche, l'Allemagne et la Russie, on changea de tactique ; on cessa de protester, l'on prit la défense acarnée de la « Liberté » austro-hongroise contre la « barbarie du tzarisme » et contre l'oppression sauvage du gouvernement des « Cosaques ». La *Arbeiter Zeitung*, organe central du parti socialiste allemand-autrichien, délirait sur la journée allemande du 4 août au Reichstag ; elle continuait à faire l'éloge des excellentes conditions, matérielles et morales, des populations slaves en Autriche, de leur égalité de droits, de leurs intérêts communs avec les Allemands d'Autriche et d'Allemagne, etc., etc. Le parti accepta tout simplement le point de vue des camarades allemands, leur argumentation, leur tactique et la conduite qu'ils devaient suivre. Ils n'avaient pas la moindre honte de cette conduite qui les identifiait avec leurs gouvernements ; ils ne se souvenaient pas qu'ils combattaient encore quelques jours avant la guerre, tout ce qu'ils déclaraient à présent comme une pure vérité, et ils n'osaient même pas se rappeler ce que Marx a dit de l'Autriche-Hongrie en 1848 et 1849. Ils arrivèrent ainsi au second stade de leur évolution.

Mais ils ne s'arrêtèrent pas là. Sans rejeter entièrement ce point de vue, notamment en ce qui concerne l'appréciation des responsabilités pour le déchaînement de la guerre, ils ont été amenés par le cours des événements, à penser plus sérieusement au sort de l'Autriche. Aux mois de septembre et d'octobre de l'année dernière, où l'Autriche fut honteusement battue par la Serbie et presque écrasée en Galicie par les Russes, ils s'aperçurent que l'heure définitive de la mort de ce nouvel et misérable « homme malade », avait sonné et qu'ils devaient d'abord penser à eux-mêmes.

C'était l'heure où la consternation des Allemands en Autriche était générale : non seulement les quelques sceptiques qui sont toujours partout, mais encore les milieux gouvernementaux et les vieux amis de la monarchie commençaient à désespérer de son avenir. A ce moment-là, tous les socialistes autrichiens, — Allemands et Slaves, — voyant la situation des plus critiques, réussirent enfin à se réunir dans un congrès, qui passa inaperçu et resta presque secret et dont les débats et les résolutions n'ont jamais été mis à la lumière du jour.

Dans ce congrès, apparut une chose très étrange, qui, comme

un coup de foudre, éclaircit l'intelligence de tous : Depuis des années ils poursuivaient l'utopie de faire de l'ancienne Autriche un Etat quelque peu viable, et ils s'apercevaient maintenant que tout cela était vain ; tout leur programme politique se fondait dans cette utopie et menaçait à présent de s'effondrer avec l'Etat autrichien lui-même. Alors, d'une seule voix, les socialistes allemands déclarèrent qu'un renouvellement quelconque de cet édifice, qui ne tarderait pas à s'écrouler en entraînant avec lui tout ce qui pourrait encore rester dans son sein, leur importait peu ; ils se dépêchèrent de déclarer qu'ils ne comptaient plus que sur l'Allemagne et qu'ils espéraient être incorporés, avec tous les pays allemands d'Autriche, dans l'Empire Germanique.

Il était tout naturel que les Polonais de leur côté se prononçassent en faveur de la reconstitution de leur Etat national indépendant, et que les Yougoslaves, (Serbes, Croates et Slovènes), persistassent à être unis avec leurs frères du Royaume de Serbie.

A part les Italiens, dont le point de vue fut plus qu'évident, il ne restait plus que les Tchèques, qui étaient cependant, à côté du parti Allemand, les plus puissants, puisqu'ils appartenaient à une nation de 10 millions d'âmes, ayant 26 députés, quelques centaines de mille d'électeurs, formant presque 40 0/0 de tous les électeurs tchèques. Tout en étant violemment contre l'Autriche, ils se montrèrent pourtant très hésitants sur certaines questions, pour des raisons très sérieuses et toutes particulières, dont nous parlerons tout à l'heure.

Suivant les modifications du théâtre de la guerre, les socialistes allemands prirent une allure étrange. Devant le développement de la situation européenne en général, ils changèrent leur point de vue autrichien, adopté dès le commencement de la guerre, en un point de vue totalement allemand. Ils abandonnèrent l'Autriche, et, pour le pis aller, escomptant qu'en fin de compte, leur situation ne serait pas pire que celle d'auparavant, ils convinrent de devenir une partie de l'Allemagne. C'est pour cela qu'ils continuaient à parler avec tant de véhémence le langage de leurs camarades de l'Empire, rejetant en arrière la question d'Autriche et montrant que le sort de l'Allemagne leur importait plus que celui de leur propre pays.

Ce stade de l'évolution de leurs idées ne fut que d'assez courte durée. Mais, lorsque les Russes reculèrent des Carpathes et de la Galicie, lorsque tout le monde en Allemagne se rendit compte que l'intérêt de l'Allemagne n'exigeait pas l'incorporation des régions allemandes autrichiennes dans l'Empire germanique, lorsque les Wolfs et les Iros, les propagateurs du Pangermanisme ancien style, reconnurent eux-mêmes que le nouveau Pangermanisme, proclamant la nécessité de l'existence de l'Autriche et de la Turquie dans l'intérêt de l'Allemagne, devait remplacer l'ancien ; lorsqu'enfin, les socialistes allemands de l'Empire, ayant adopté, dans leur séance du 16 août 1915, la fameuse

résolution de David et rejeté celle de Bernstein (1), acceptèrent le programme de cet impérialisme pangermaniste, ceux d'Autriche, alors, pleins de joie et de reconnaissance, accueillirent aussi ces idées, qui réconciliaient admirablement leur ancienne foi autrichienne, leur nouvelle foi socialiste et leur ardeur patriotique et nationale allemande.

Il y a lieu d'attirer toute l'attention sur le nouveau programme de la sociale-démocratie allemande et des socialistes allemands-autrichiens.

La résolution de David, qui répond si admirablement aux plans des Pangermanistes de Berlin et qui ne fait qu'exprimer, dans un langage tout imprégné de la terminologie socialiste, le programme de Guillaume II, est d'une date plus récente dans le milieu socialiste allemand et autrichien (2).

En effet, deux jours après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, le *Vorwärts* de Berlin, parlant de la possibilité d'une guerre européenne, se demandait avec anxiété si l'Allemagne serait aussi poussée à la guerre et déclarait tout franchement : « *Il est absolument sûr que le prolétariat allemand n'est pas le moins du monde intéressé à la conservation du chaos autrichien de nations.* » (*Vorwärts*, le 28 juillet 1914). Il suffit, d'ailleurs, de lire le livre de David pour voir combien il est pénible pour un socialiste d'escamoter une théorie en faveur de l'existence de l'Autriche.

Jusqu'à l'époque de la guerre, en effet, l'opinion générale parmi les socialistes autrichiens y était nettement hostile. Nous connaissons même des déclarations de leaders socialistes autrichiens qui, alors, condamnaient sans réserves à mort cet état, dont ils comprenaient si bien la nature, et qui, aujourd'hui, s'acharnent à démontrer la nécessité de l'existence de la Monarchie Danubienne.

Du reste, on demeure stupéfait devant la théorie de David, que l'existence de l'Autriche-Hongrie est nécessaire à l'Allemagne, théorie qui est aussi celle de l'impérialisme prussien. On a été jusqu'à déclarer, dans l'*Arbeiter Zeitung* du 5 août 1914, que dans la guerre actuelle, il s'agit du sort de la nation allemande, que, dès lors, aucune hésitation n'est possible et que l'Autriche doit combattre jusqu'au dernier homme.

Un des socialistes russes les plus notoires, Leo N. Trotzky (3), dit à ce sujet : « La défense de la culture allemande, du sol allemand, de la nation allemande, paraît donc être, non seulement la tâche de l'armée allemande, mais aussi celle de l'armée autrichienne. Les Serbes doivent lutter contre les Serbes, les Polonais contre les Polonais, les Ruthènes contre les Ruthènes, pour la culture allemande. Quarante millions de la population non allemande d'Autriche-Hongrie sont considérés ici simple-

(1) Voir « l'Humanité » du 27 et 28 septembre 1915.

(2) Le député Édouard David a essayé de le défendre, au point de vue socialiste, dans son récent livre « Die Sozialdemokratie im Weltkriege », Berlin 1915.

(3) *Der Krieg und die Internationale*, p. 42.

« ment comme un réservoir dont on arrose les champs de la cul-
« ture allemande. Il n'est pas besoin de démontrer que ce n'est
« pas du tout le point de vue du socialisme international. Il y
« manque même le sens le plus élémentaire, pour le principe du
« démocratisme le plus simple.

« L'*Arbeiter Zeitung*, de Vienne, s'est approprié complètement
« la conception du problème austro-hongrois, qui était jusqu'à
« présent celle des Habsbourgs et des Hohenzollerns. Pour ce
« journal, l'Autriche-Hongrie est un réservoir militariste na-
« tional, au même titre que le sont, pour les militaristes français,
« les Sénégalais et les Marocains, et pour les Anglais, les Indiens.
« Et si nous remarquons encore que ces idées ne sont pas du tout
« un phénomène nouveau chez les socialistes allemands-autrichiens,
« nous verrons alors tout à fait clairement pourquoi la sociale-
« démocratie autrichienne s'est si tristement divisée en groupes
« nationaux, réduisant ainsi au minimum son influence poli-
« tique (1). Le démembrement de la social-démocratie autri-
« chienne en groupes nationaux qui se combattent est l'expression
« de l'impossibilité de l'existence de l'Autriche comme organisa-
« tion d'État indépendant. La conduite des socialistes allemands-
« autrichiens démontre en même temps que cette impossibilité
« leur imposait de tels sacrifices au point de vue de leurs principes,
« qu'ils ont complètement capitulé en soumettant l'Autriche-
« Hongrie, et par cela même aussi leur propre politique, à l'idée
« du nationalisme prussien des Junkers.

« Cette renonciation complète aux principes socialistes se
« manifeste d'une façon extraordinaire dans les lignes de l'*Ar-
« beiter Zeitung*. Mais si l'on veut bien écouter plus attentivement
« les sons de la musique de ce nationalisme hystérique, il est
« impossible de ne pas y percevoir une voix plus grave, celle de
« l'Histoire, qui nous dit que le chemin du progrès politique dans
« l'Europe Centrale et Sud Orientale, passe nécessairement à
« travers le démembrement et la dislocation de la monarchie
« austro-hongroise ! »

4. — *L'Autriche et la population slave pendant la guerre*

Les socialistes allemands-autrichiens ne voulaient pas voir tout cela. Bien au contraire, complètement imbus de leurs idées d'impérialisme socialiste allemand, ils tâchaient de démontrer à leurs camarades slaves que leur nouvelle orientation était tout à fait justifiée.

(1) Trotzky exprime ici la même idée que les socialistes tchèques cherchaient à démontrer, lors de leur conflit avec les syndicalistes allemands, au Congrès de Copenhague.

On commença une campagne de presse, où les chefs du parti exposèrent quel splendide avenir s'ouvrait sur les destinées des nations de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Dans l'*Arbeiter Zeitung*, Karl Renner, député et théoricien, bien connu du parti, se promettait qu'enfin, après la guerre, on commencerait à réaliser quelque chose de ses idées par trop subtiles sur la réorganisation nationale et constitutionnelle de l'Autriche.

Il ne pouvait rendre assez d'hommages à cet admirable génie d'organisation des Allemands qui, après avoir triomphé de leurs adversaires extérieurs, sauraient enfin trouver les moyens de s'occuper des petites nations slaves d'Autriche et leur attribuerait la place qui leur appartiendrait.

Le député Engelbert Pernstorfer, ancien pangermaniste et nationaliste radical, écrivait dans le *Berliner Tageblatt* que les nations slaves d'Autriche comprendraient enfin de quel côté étaient leurs intérêts, et se prononceraient nettement pour l'Austro-Allemagne, qui les aurait sauvées de la barbarie russe. Il faisait l'éloge de l'admirable unité de l'Autriche, dans cette guerre, de ce miracle autrichien, auquel personne ne croyait, et qui avait tant surpris tous les adversaires de la monarchie ; il déclarait que l'Autriche devait donner à ses nations slaves, comme juste récompense de leur sang versé, quelques concessions et quelque liberté, et il promettait le plus brillant avenir aux Allemands et aux nations slaves, dans l'union intime qui surgirait de cette effroyable guerre.

Tous les autres chefs des socialistes, journalistes, députés, politiciens, abondaient dans ce sens. Ils savaient et voyaient bien cependant, alors qu'ils écrivaient ainsi, que les soldats tchèques refusaient systématiquement de marcher contre les Russes, qu'ils se rendaient en masse, ne voulant pas combattre pour un État qu'ils haïssaient et qu'ils étaient fusillés sans pitié, tous les jours, pour cette conduite ; ils savaient bien, qu'en dépit de leurs déclarations, la nation tchèque tout entière, refusait tout crédit à l'Autriche et toute confiance à ses gouvernants ; que tout le peuple et les ouvriers socialistes en premier lieu, étaient nettement slavophiles et francophiles ; que les persécutions contre les Tchèques continuaient, que leurs chefs politiques, Kramarz, Raschin, Kloffatch, étaient emprisonnés, et qu'un autre chef distingué, le député professeur Masaryk, avait dû s'enfuir en France et en Angleterre ; ils savaient aussi que le parti socialiste tchèque était entièrement hostile à l'Autriche, mais que des raisons toutes particulières le tenaient sur la réserve.

Malgré tout cela, ils continuaient à se tromper eux-mêmes et à tromper l'opinion publique, à l'intérieur comme à l'extérieur. Ils voyaient que l'absolutisme gouvernemental avait pris pied partout, que la germanisation dans les pays tchèques avait atteint un degré inouï ; et malgré tout, ils persistaient à vouloir parler des intérêts communs des Allemands et des Slaves.

Ils connaissaient bien le système gouvernemental en Autriche : « *Divide et impera* », telle était toujours sa devise. Mais pour diviser les peuples, il avait fallu à l'Autriche tout un système de procédés et de moyens qui s'était développé admirablement en ces derniers temps. Ils savaient bien que l'Autriche préparait la guerre depuis longtemps, et qu'elle avait imaginé des complots qui n'ont jamais été tramés contre son existence, que ses diplomates avaient falsifié des documents pour pouvoir accuser les Serbes, dans le fameux procès d'Agram ; ils n'ignoraient pas non plus les mensonges, les parjures, les faux-documents, l'espionnage, la corruption des témoins et des juges, les violences et les menaces des fonctionnaires et que c'était tout cela qui constituait ce fameux système gouvernemental de l'Autriche.

Ils savaient bien aussi, que depuis cinquante ans, le gouvernement autrichien ne faisait qu'inciter les Tchèques contre les Allemands, les Allemands contre les Magyars, les Croates contre les Serbes, les Serbes, les Slovènes, les Slovaques et les Croates contre les Tchèques, les Ruthènes contre les Polonais, les Polonais contre les Tchèques, les Italiens contre les Slovènes et les Serbo-Croates, les Allemands contre les Italiens. Tel était, comme nous le disions, ce système gouvernemental, élaboré par une longue tradition de la bureaucratie et de la cour autrichienne.

Pour pouvoir le pratiquer, il fallait un autre moyen : la corruption. Celle-ci s'exerçait sur une échelle dont l'Europe ne peut avoir jusqu'à présent aucune idée, même approximative : On achetait les consciences en masse ; on essayait d'acheter les diverses classes par de petites concessions ; on achetait les nations tout entières avec des portefeuilles ministériels et des postes de fonctionnaires, dont les occupants étaient, du reste, achetés eux-mêmes par des privilèges et des avantages personnels ; on achetait les juges, les fonctionnaires des chemins de fer, de l'administration, de l'enseignement ; toute la presse était achetée depuis longtemps ; on n'hésitait pas à acheter des individus corrompus, des malfaiteurs même pour espionner les politiciens, les députés, les journalistes. On ne reculait ni devant les agents provocateurs, ni même devant le meurtre de ceux dont l'action devenait par trop encombrante.

C'est ainsi qu'en pays tchèques et slaves, depuis le commencement de la guerre, on vivait dans une atmosphère insupportable. Derrière chaque civil, il y avait un agent autrichien ; ils étaient partout, dans les cafés, les restaurants, les sociétés les plus fermées, dans les corps enseignant, dans les églises, dans la magistrature et près des tribunaux. Deux personnes ne pouvaient discuter librement en tête-à-tête, puisque la méfiance de chacun avait atteint un tel degré, que même d'anciens amis se tenaient les uns envers les autres sur le qui-vive. Durant le premier mois de la guerre, le chef du district de la Ville de Pilsen a reçu à lui seul plus de 2.000 dénonciations contre les Tchèques. Dans les autres villes tchèques, la situation était à peu près la même. Du

reste nous ne citons ces exemples que pour donner une idée de ce qu'était ce système gouvernemental de Vienne, que connaissaient si bien les socialistes allemands autrichiens.

Dans ces conditions, ceux-ci ne pouvaient invoquer les raisons avec lesquelles les socialistes allemands de l'Empire défendent leur conduite, en disant que dans la guerre actuelle il s'agissait de l'anéantissement de leur nation et qu'il fallait à tout prix lutter pour l'Etat et s'identifier avec le gouvernement.

Pour l'Autriche, la situation était très différente, puisque les socialistes eux-mêmes, peu de temps avant la guerre, contestaient encore la possibilité de son existence et ne croyaient même pas qu'on pourrait la justifier, et que la plus grande partie des citoyens était hostile et désirait, comme on le sait parfaitement aujourd'hui, que la victoire des alliés amenât le démembrement de la monarchie.

Si les socialistes allemands, lorsque la guerre a éclaté, pouvait, avec un semblant de droit, escamoter leurs théories sur la nécessité de défendre l'Etat, les socialistes allemands autrichiens, eux, ne pouvaient même pas oser rechercher une telle justification. Les socialistes de l'Empire étaient au moins en accord avec une écrasante majorité du peuple ; les socialistes allemands autrichiens, au contraire, ayant accepté cette ligne de conduite, et, tenant le langage mentionné plus haut, étaient considérés par la majorité de la population austro-hongroise comme des oppresseurs et comme les soutiens du militarisme et de l'oppression la plus vile et la plus cruelle.

Il n'y a pas lieu, et nous ne voulons pas discuter ici la question de savoir, si ce système de corruption et de violation continuelle, non seulement des droits de certaines personnes, mais bien de ceux de nations tout entières, est pire que le tzarisme russe, ni si, par sa nature même et en ce qui concerne d'autres nations faisant partie d'autres états, il ne devenait pas trop dangereux pour une paix durable en Europe et par conséquent pour la civilisation tout entière. Les événements ont répondu à cela d'une manière assez claire.

Les socialistes, mieux que personne, le savaient puisque avant la guerre et durant la crise préparatoire de la guerre contre la Serbie, ils étaient à la tête de tous les mouvements qui combattaient ces méfaits et toutes ces ignominies (1).

Mais, tout à coup, ils changèrent d'avis. Etait-ce encore manque de courage, de forte volonté, lâcheté, peur des persécutions ? Ayant eu l'occasion, pendant longtemps de suivre au jour le jour leur conduite et leur argumentation, de connaître leurs craintes et leurs espérances, leurs propres justifications et les condamnations prononcées par les autres, nous pensons être à même de comprendre assez bien leur psychologie, et pouvoir déterminer, au point de vue psychologique, les motifs de leur

(1) Voir par ex. le « Vorwärts », qui combattait furieusement les deux gouvernements. autrichien et allemand, avant la déclaration de guerre.

conduite, en remarquant que cela peut également s'appliquer aux socialistes allemands de l'Empire.

C'était d'abord de la peur et de la lâcheté devant la force armée de l'Etat.

Il est certain qu'au commencement de la guerre ils étaient impuissants, puisqu'ils furent trop lâches pour s'opposer à la force des gouvernants.

Il est vrai, pour tout dire, que les populations slaves étaient aussi contre la guerre, et cependant elles ne provoquèrent aucune mutinerie un tant soit peu significative. Mais les socialistes, eux, étaient excellemment organisés, et d'autre part, ils étaient liés par leur programme. Toute la population autrichienne qui n'était pas complètement aveuglée par le chauvinisme, se tournait donc de leur côté et se demandait anxieusement : Où sont-ils ? Où sont leurs organisations, leurs plans, leurs promesses ? Mais aujourd'hui on a en général cette impression, — et c'est là aussi une des expériences nouvelles de cette guerre, — que les mutineries et les révoltes populaires sont devenues impossibles devant les mitrailleuses et les gros canons. Pouvait-on, dès lors, leur demander ce qui eût été également impossible aux autres ?

Mais que signifiait donc leur point de vue adopté depuis la déclaration de la guerre à la Russie et celui à l'égard des Slaves et de l'Autriche en général ? Ils n'ignoraient pas les pourparlers d'avant la guerre et savaient que les Alliés avaient voulu porter le conflit devant une conférence. D'ailleurs, en Autriche, tout le monde le savait, et personne ne pouvait ignorer à qui incombaient les responsabilités de la guerre. Nous tous, en Bohême et dans tous les pays tchèques en général, quoique nourris exclusivement d'informations officielles, nous savions à quoi nous en tenir dès le premier moment, et certainement les dirigeants et les journalistes du parti n'étaient pas assez stupides pour ne pas le comprendre.

Comment, alors, s'expliquer leur conduite si étrange, remplie de mensonges et d'hypocrisie, abondante en déclarations grandiloquentes et en accusations déloyales ? C'était encore de la lâcheté. Ils s'étaient rendu compte qu'ils n'avaient ni assez de force, ni assez de volonté pour tirer les conséquences des principes socialistes qu'ils avaient propagés jusqu'à ce jour ; ils sentaient, en outre, se développer en eux un sentiment de solidarité beaucoup plus puissante qu'ils ne l'avaient soupçonné jusque-là, avec la nation allemande jetée dans la grande mêlée par ses gouvernants ; ils n'avaient pas assez de force pour s'avouer que cette nation était entraînée à se battre pour une cause misérable et criminelle, et ils n'en avaient surtout pas assez pour le lui dire. Alors, parfaitement conscients du devoir qui leur incombait, et voyant qu'ils ne l'avaient pas rempli, ils cherchaient un moyen de se tirer d'affaire. Il fallait à tout prix étouffer la voix de leur conscience. Il leur était donc impérieusement nécessaire de se convaincre eux-mêmes qu'ils n'avaient pas tort et qu'ils ne pouvaient qu'adopter cette conduite.

C'est alors qu'ils commencèrent à colporter l'argumentation bien connue de la lutte contre le tzarisme oppresseur de la Russie, et l'impérialisme agressif de l'Angleterre. D'aucuns, la répétant chaque jour, réussirent à la croire vraie ; d'autres, moins bornés et plus avisés, jouèrent tout simplement la comédie ; ils continuent à la jouer encore aujourd'hui. C'est aux ouvriers des autres états de fixer les responsabilités après la guerre.

II

Les socialistes tchéco-slovaques

1. — *La Situation au sein du parti tchéco-slave*

Les socialistes slaves d'Autriche avaient une situation toute différente.

Dès le premier moment, ils reconnurent le véritable mobile du conflit, et, sans avoir lu ni entendu les arguments des nations alliées, ils se firent un jugement tout à fait analogue sur tous les événements. D'instinct ils se déclarèrent en leur âme et conscience, contre l'Allemagne et l'Autriche. Quant aux Yougoslaves, leur situation était des plus faciles, puisqu'ils n'avaient qu'à suivre le sillage des socialistes serbes. Ils étaient donc en parfait accord avec leurs sentiments, leurs sympathies nationales et leurs principes socialistes. La situation des Polonais était de même très facile à l'égard de l'Autriche : on était d'accord sur le programme, on ne pouvait discuter que sur la tactique.

Mais la situation des socialistes tchèques était extrêmement difficile. Etant Slaves, d'instinct ils penchaient vers les Russes et les Serbes, contre les Allemands ; comme démocrates, ils inclinaient vers la France et l'Angleterre contre l'Autriche, qu'ils détestaient toujours. Leur décision était donc déjà prise dès l'heure où, pour la première fois, ils eurent connaissance de l'ultimatum à la Serbie. Mais leur dirigeants avaient trop de scrupules pour décider de la conduite du parti. D'un côté, ils étaient dans la même situation que les socialistes allemands, relativement à leur influence dans l'Etat autrichien. S'étant

reconnus trop faibles pour pouvoir résister, ils se contentèrent donc de protester violemment contre la guerre, dans les journaux.

D'autre part, dès que la guerre éclata, ils essayèrent de prendre une attitude expectative. Ils firent une sorte de résistance passive, en se bornant à informer les ouvriers, dans leurs journaux, du cours des événements et de la situation sur les champs de bataille. Ils n'osaient cependant pas résister et montrer de l'hostilité vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Autriche, quoique leurs sentiments les y portassent, et cela précisément à cause des relations de la nation tchèque avec l'Autriche.

En général, les Tchèques ne cachaient pas leur hostilité et leur haine contre l'Etat autrichien ; ils se préparaient à recevoir les Russes à bras ouverts ; ils étaient surtout prêts à se ruer sur les débris de l'Autriche, pour l'achever, dès que son affaiblissement serait assez grand pour pouvoir permettre cette révolte. Suivant l'avis des chefs du parti, tout signe d'hostilité des socialistes tchèques pouvait donc être compris par Vienne, comme le signal d'une révolution nationale et non comme une action découlant des principes socialistes. Il fallait donc être prudent et se tenir sur ses gardes, pour éviter les persécutions et des massacres inutiles.

Les dirigeants du parti et les journalistes allaient parfois trop loin dans leurs réserves. Volontiers ils apportaient dans leurs journaux, pour se concilier les faveurs de la censure et du gouvernement, les nouvelles alarmantes des « Korrespondenz-bureau » de Vienne et de Berlin (Wolf). Ils avaient peur de la confiscation de toute la propriété de leurs syndicats, de leur caisse d'épargne et de leur maison du peuple à Prague ; ils avaient peur de la suppression de leur principal journal *Pravo Lidu*, qui les eût privé de tout contact avec les ouvriers tchèques.

C'était donc partiellement les mêmes raisons qui avaient amené les socialistes allemands de l'Empire à accepter le point de vue du gouvernement prussien ; le danger de voir leur parti dissout, persécuté, anéanti, les força, comme on sait, d'élaborer à grand peine, une théorie suivant laquelle ils devaient défendre l'Allemagne menacée et marcher en commun avec le militarisme prussien (1). Quelques-uns des chefs des socialistes tchèques doivent donc être blâmés pour leur conduite si peu socialiste, d'autant plus qu'ils n'acceptaient pas le point de vue allemand et qu'ils étaient eux-mêmes adversaires de l'Autriche et de l'Allemagne et savaient bien ce que leurs principes socialistes leur ordonnaient de faire. Mais, craignant la persécution, ils refusèrent d'agir selon ces principes. Leur responsabilité est moins lourde, puisqu'elle se réduit seulement, dans la plus grande mesure, au manque de courage. Il y eut seulement deux ou trois camarades qui oublièrent complètement leurs devoirs socialistes et tâchèrent de démontrer aux ouvriers tchèques que l'Allemagne et l'Autriche seront probablement victorieuses et

(1) Voir P. S. La Chesnais, O. C. P.

que, dans ce cas l'intérêt, non pas du socialisme international, mais bien celui du parti socialiste tchèque, exigeait de ne pas inciter contre lui le gouvernement autrichien, afin de sauver ainsi son existence, pour lui permettre d'agir après la guerre. Ils s'efforçaient de démontrer à la fois, qu'en fin de compte, l'Autriche serait conservée et que la révolte des Tchèques ne servirait qu'à les faire massacrer par les soldats allemands et magyars. Ces quelques camarades ne reculèrent même pas devant des manifestations publiques de leurs idées, acceptant ainsi complètement le point de vue du gouvernement autrichien. Comme l'avaient fait les socialistes allemands de l'Empire, ils ont manqué ainsi, de la même façon aux principes du socialisme international.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, parmi tous les chefs du parti, il n'y en eut que deux ou trois. Le reste, les chefs comme les ouvriers, appartiendraient à l'opposition contre l'Autriche, si la discussion et les manifestations publiques avaient été rendues possibles. Mais en tout cas, on ne saurait leur épargner le reproche d'avoir manqué de courage.

Même leur excuse, plusieurs fois répétée, qu'ils attendaient et se préparaient à l'heure où tout en Autriche devait s'écrouler, ne voulant pas qu'à ce moment là, le parti fut anéanti et ses chefs dispersés ou emprisonnés, ne peut pas les disculper complètement.

Les ouvriers socialistes eux-mêmes n'ont jamais pu comprendre cette tactique de leurs chefs et ils ne la comprennent pas encore. Leur haine contre l'Autriche aristocratique et féodale est si vive et si puissante, qu'ils condamnent cette conduite et exigent de leurs dirigeants la modification complète de leur manière de voir les choses. C'est là un point sur lequel on ne saurait jamais trop insister. Tous les ouvriers tchèques sincèrement socialistes sans exception, se sont montrés, dès le premier moment, hostiles à l'Allemagne et à l'Autriche ; ils considéraient comme leur devoir de socialistes de faire tout pour abattre les ennemis de la Triple-Entente. Ils y étaient prêts à tout moment, mais les circonstances fatales qui ont accompagné les événements sur les divers théâtres de la guerre les ont arrêtés.

Les réserves que les socialistes tchèques ont formulé dans la réunion de tous les partis socialistes autrichiens, au mois d'octobre de l'année dernière, réserves mentionnées plus haut, portaient surtout sur les points suivants : Ils étaient d'accord avec tous les autres, et auraient voulu voir l'Autriche déjà démembrée et effacée de la carte d'Europe. Ils la haïssaient même plus que les autres, probablement parce que la nation tchèque, à cause de sa position géographique, qui l'isolait, se sentait davantage enchaînée. Et en effet, les Allemands iraient à l'Allemagne, les Polonais seraient indépendants ; les Yougoslaves formeraient la grande Serbie ; mais que faire des Tchéco-Slovaques ?

Il y a parmi les chefs du parti socialiste tchèque quelques individualités dont les défauts provoquaient déjà en temps normal, des inquiétudes pour la politique du parti ; et ces défauts

les rendaient presque impropres à diriger le parti dans des crises aussi terribles que celles que nous subissons actuellement. Du reste, aujourd'hui, les ouvriers s'en rendent compte. Il y avait aussi parmi eux quelques esprits trop sceptiques, qui ne cessaient de calmer les esprits surchauffés des ouvriers et leurs passions contre les Allemands, en leur démontrant que l'Allemagne ne serait jamais assez totalement vaincue, pour permettre que la nation tchèque puisse attendre une amélioration de son sort. Il y avait aussi quelques arrivistes, qui ne croyaient pas à la victoire des alliés, et préféraient les risques de devenir impopulaires, à ceux de s'exposer aux persécutions du gouvernement. Il y avait, enfin, quelques vieux camarades à l'intelligence courte et bornée, qui n'avaient pas encore réussi à se dégager des anciennes antipathies contre la Russie, et qui secouaient la vieille formule d'orthodoxisme marxiste, qu'ils comprenaient assez mal, en feignant de planer au-dessus de cette grande mêlée où tout le monde a tort et où ne peuvent se fixer les responsabilités.

D'après eux, il fallait s'abstenir de juger et de continuer le chemin d'avant la guerre sans changer de point de vue.

Ces gens-là étaient peu nombreux ; mais la censure leur ayant laissé la possibilité d'exprimer leurs idées, il semblait qu'ils eussent une assez grande influence. Aucun d'eux n'était l'ami de l'Autriche ; tous la détestaient et la haïssaient de tout leur cœur. Mais, comme nous le disions, ils étaient sceptiques ! Même si les alliés étaient vainqueurs, ils ne cachaient pas leur doute que les diplomates, à la conclusion de la paix, reculeraient devant l'enterrement de cette charogne autrichienne et essaieraient de lui donner quelque regain de force vitale, d'une manière ou d'une autre. Ils avaient peur surtout de la terrible vengeance que l'Autriche et les Habsbourgs surent toujours réserver à ceux de leurs sujets qui ne s'étaient pas montrés dociles aux exigences et aux ordres de leurs nobles gouvernants.

La nation tchèque a subi, il y a trois cents ans, une si effroyable vengeance, après la bataille de la Montagne Blanche et lors de la guerre de trente ans ! Elle a failli payer de sa vie cette première révolte. Ce n'est qu'au siècle dernier qu'elle a pu ressusciter à la vie politique et nationale. Fallait-il recommencer une telle épreuve ? Où sont les garanties que les Alliés voudraient nous donner ? Où sont les promesses des facteurs responsables et des dirigeants de la politique internationale ? et où sont aussi les garanties que ces promesses seront tenues ? N'a-t-on pas vu déjà, après de longues années de guerre, des nations tout entières sacrifiées, et cela grâce souvent à l'ignorance stupide des véritables conditions de certains peuples ? L'histoire ne se recommencera-t-elle pas ?

Telle était l'argumentation de ces sceptiques qui, craignant le maintien de l'existence de l'Autriche, au moment même où elle était le plus menacée par les masses Russes, tâchaient de calmer l'enthousiasme des ouvriers tchèques pour les Russes et

la Triple Entente. Ils avaient peur de se prononcer ouvertement contre l'Autriche, car en le faisant, ils auraient déchaîné contre la population tchèque la vengeance de Vienne, et ils se rendaient bien compte que ni cette conduite ni ces persécutions ne pourraient suffire pour rapprocher la nation tchèque de son idéal. Et puis, que faire ensuite? Une fois le mouvement contre l'Autriche commencé, l'Europe ne nous laisserait-elle pas en dépit de tout sous les griffes de la bête sauvage? Car l'Autriche subsistait toujours, avec sa cour et surtout avec sa force brutale.

3. — *Les revendications des Socialistes tchéco-slovaques :*

Le démembrement de l'Autriche-Hongrie et l'indépendance de la nation tchéco-slovaque

Voilà les arguments qui incitaient nos socialistes tchèques à adopter cette conduite de résistance passive, malgré leurs sentiments anti-prussiens et anti-autrichiens, et en dépit de leur conviction que la cause de la Triple-Entente était celle du Progrès, de la Démocratie et de la Liberté. En acceptant cette tactique, quelques-uns se sont cependant laissé aller un peu trop loin dans la voie de l'opportunisme. Plus d'héroïsme leur eût, à coup sûr, gagné plus de respect. Mais, dans des circonstances aussi difficiles et sous un joug aussi effroyable que le joug austro-prussien, il était presque impossible vraiment de faire autre chose. Pourtant, il faut reconnaître que la masse ouvrière tchèque ne s'est jamais deshonorée au point de vouloir faire accepter, ni même simplement excuser la conduite des socialistes allemands. Les quelques individus qui ont succombé trop facilement sous la pression du gouvernement autrichien, en ont déjà fini avec la classe ouvrière tchèque, et le jour où les aspirations des Tchèques seront enfin réalisées, grâce à l'aide des nations alliées, ils sombreront complètement avec l'Autriche. Le gros du parti, d'accord avec les socialistes français et anglais, refuse d'accepter le point de vue de ces « majoritaires » tchèques, qui en réalité ne sont que deux ou trois, sans appui dans les rangs du parti, et qui ont l'influence dans les journaux et dans la vie du parti uniquement à cause de l'impossibilité pour les chefs « minoritaires », qui sont en une majorité écrasante, de parler ouvertement contre l'Autriche.

Pendant les cinquante années de politique tchèque nationale, les divers partis tchèques ont élaboré leurs programmes dans lesquels ils ont formulé leurs idées sur l'existence de l'Autriche. Quelques-uns, acceptant le principe de l'existence de cet Etat, combattirent seulement pour une autonomie nationale dans son sein. Ceux-là ne croyaient pas à la possibilité de la séparation de la Bohême de l'Autriche, par leurs propres forces ; ils ne

voyaient autour d'eux aucun facteur puissant qui eût un intérêt immédiat à rendre les Tchéco-Slovaques indépendants et libres du joug magyaro-allemand.

D'autres restèrent inconciliables et ils triomphent aujourd'hui.

Les socialistes tchèques, menant toujours une politique très réaliste et exclusivement économique, acceptèrent, dans une certaine mesure, les arguments des socialistes allemands sur la nécessité des territoires étendus, et forgèrent, longtemps avant la guerre, un programme politique où ils demandaient l'autonomie nationale des Tchèques dans le cadre de la monarchie. Ils combattaient assez vivement les idées de ceux qui, croyant à la catastrophe universelle, où le sort de la nation tchèque pourrait être aussi décidé, demeuraient inébranlables dans leur espoir et dans leur haine contre l'Autriche.

Les socialistes tchèques ont poursuivi leur programme avec une sincérité qui leur fait honneur ; mais les événements ne leur ont pas donné raison. Alors, voyant que les faits avaient trompé leur attente et ayant saisi dans l'heure actuelle une occasion favorable, les ouvriers tchèques se prononcèrent sans hésiter pour la nécessité de l'indépendance complète des Tchéco-slovaques d'Autriche-Hongrie, sentant mieux que personne qu'en fin de compte, ils étaient en plein accord avec leurs principes de liberté, de démocratisation et de socialisme.

Certes, en leur for intérieur, ces mêmes sceptiques, dont nous parlions n'ont pas encore assez de confiance dans la Quadruple-Entente ; ils doutent qu'elle ait assez d'audace pour en finir enfin complètement avec un Etat qui, depuis des siècles, est la synthèse de toutes les violations de droit, de toutes les corruptions morales et matérielles, de toutes les oppressions nationales, politiques et sociales, et enfin de tous les méfaits d'une dynastie corrompue et dégénérée et qui, surtout, est un danger continuel de conflagration européenne.

Les autres socialistes ripostent très justement que la fin de cet Etat est nécessaire, d'abord dans l'intérêt des Alliés eux-mêmes, puisque l'Autriche est déjà devenue complètement le caudataire de l'Allemagne, qu'elle lui fournit pour cette guerre un grand réservoir d'hommes, de matériel et de ravitaillement, qu'elle lui a donné la possibilité de faire de 30 millions de Slaves de la chair à canon, et qu'elle le ferait de nouveau aussitôt que l'occasion s'en présenterait.

Il est donc de l'intérêt des Alliés, de l'Europe, de l'humanité tout entière, d'affaiblir l'Allemagne, par l'effacement complet de cet Etat de la carte d'Europe et de mettre à sa place des nations indépendantes, pour barrer la route de l'Orient à l'impérialisme allemand.

Si en dépit de ces arguments, on peut encore constater quelque fléchissement, non dans les sentiments et dans les désirs des socialistes tchèques, mais dans la foi que les Alliés donneront enfin le coup de grâce à cet état indésirable, on doit d'autre part

constater qu'il ne s'agit que d'une très petite partie d'intellectuels dont la culture a trop subi l'influence du milieu allemand.

Les masses du peuple, tous les ouvriers tchèques socialistes, revendiquent aujourd'hui à haute voix l'indépendance complète de la nation tchéco-slave et ils ont la confiance inébranlable que les socialistes des pays alliés veulent les aider à la réaliser. Ils sont prêts à donner tout leur concours le jour où l'heure de la décision suprême sonnera

3. — *Les efforts des socialistes tchéco-slovaques en faveur du démembrement de l'Autriche-Hongrie*

C'est ce que comprenaient bien les socialistes tchèques résidant, pendant la guerre, hors des frontières autrichiennes.

Dès le début de la guerre, des groupes d'ouvriers socialistes tchèques, résidant en France, en Suisse, en Angleterre et aux Etats-Unis, se rangèrent sans réserves du côté des socialistes français, belges et anglais, et, invoquant les principes des nationalités, commencèrent à travailler en commun avec les autres fractions de leur nation, en faveur du démembrement de l'Autriche, dans le but de constituer sur ses débris, des états nationaux indépendants. Bien instruits sur l'état d'esprit des masses ouvrières tchéco-slovaques, très au courant de la situation en Autriche, avant et pendant la guerre, connaissant surtout très bien le milieu des socialistes autrichiens allemands, ils ne pouvaient agir autrement.

Aux Etats-Unis, il y a aujourd'hui une colonie d'émigrés tchéco-slovaques qui s'élève à plus d'un million de membres. Le parti socialiste y est très puissant, très bien organisé et surtout pourvu de journaux très répandus et très influents. Après de longues délibérations et des discussions approfondies, le Comité exécutif du parti se décida à agir au nom de tous les socialistes tchèques concentrés dans ses organisations. Le parti socialiste tchéco-slave de Bohême, Moravie, Silésie et Slovaquie, qui est dans les griffes du gouvernement de Vienne et de Budapest, ne peut bouger ; même silencieux il est en danger continu de se voir persécuté et supprimé. C'est donc aux ouvriers tchèques qui se trouvaient alors hors des frontières d'Autriche-Hongrie qu'incombait la tâche de parler aux socialistes des autres nations, de leur soumettre les revendications des ouvriers tchéco-slaves et de faire voir à l'Internationale que les ouvriers tchèques n'ont jamais voulu être complices des socialistes démocrates allemands, dans leur renoncement aux principes socialistes.

Aussi le parti socialiste tchèque aux Etats-Unis a-t-il publié, le 24 octobre 1915, un manifeste à tous ses membres, dans lequel il exprime son programme politique, socialiste et

national, après avoir de nouveau affirmé sa foi socialiste et revendiqué hautement l'indépendance complète des pays tchécoslovaques (Bohême, Moravie, Silésie et Slovaquie). (1).

Mais ce qui est beaucoup plus important, c'est que ce même parti, en s'adressant à l'Internationale socialiste ouvrière, formule ses revendications concernant la constitution, sur les ruines de l'Autriche, d'un état tchéco-slovaque indépendant, en invoquant en faveur de ce programme, ses principes socialistes, et en demandant à l'Internationale de lui prêter son appui pour la réalisation de ce programme. Ce memorandum a été publié le 7 novembre 1915, dans le journal quotidien du parti, à Chicago, *la Spravedlnost* (La Justice). Nous nous permettons de le citer textuellement.

MEMORANDUM DE LA BRANCHE TCHÈQUE
DU PARTI SOCIALISTE EN AMÉRIQUE
ADRESSÉ A L'INTERNATIONALE

Camarades,

En ce grand moment historique et tragique, que le socialisme international ne voulait pas, mais que, des liens forts et d'une importance capitale, rattachent à ses idées fondamentales, la branche tchèque du parti socialiste en Amérique prend la parole pour adresser son appel aussi bien à l'Internationale mondiale qu'à l'Internationale de chaque peuple en particulier.

Nous sommes ainsi les interprètes de notre point de vue principal, en qualité de ressortissants d'une nation dont les propres intérêts et ceux des classes ouvrières sont gravement menacés dans cette guerre.

L'Internationale a déclaré à plusieurs reprises et de la façon la plus solennelle le droit des petits peuples de décider librement de leur sort et d'être indépendants. L'Internationale a toujours et partout protesté, lorsque la culture nationale d'un peuple a dû subir l'oppression d'un autre, dans une lutte inégale.

L'Internationale garde certes aujourd'hui son principe, en raison duquel les peuples hautement cultivés et capables de leur propre vie, ont le suprême droit de diriger aussi leurs destinées.

En se conformant strictement aux principes de l'Inter-

(1) Voir « La Nation Tchèque » (n° du 1^{er} décembre 1915).

nationale, la branche tchèque du parti socialiste aux Etats-Unis proclame résolument le droit de son peuple de s'affranchir en toute liberté dans l'avenir et de recouvrer l'indépendance politique de sa Patrie. Les raisons en sont les suivantes :

Les pays tchèques ont conservé leur indépendance politique jusqu'à l'époque de Marie-Thérèse quoique déjà, au commencement du XVII^e siècle, ils eussent perdu le droit de libre élection de leur roi. En formant un seul groupe ethnique et en occupant depuis des siècles un territoire homogène (la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Slovaquie), les pays tchèques ont créé leur propre et haute culture nationale.

La bataille de la Montagne Blanche (1) ouvre une ère de déclin politique, et la faute en incombe aussi bien à l'aristocratie tchèque protestante, — le peuple était asservi, — qu'aux Habsbourgs catholiques.

Les Habsbourgs souverains autocrates avaient affermi leur hégémonie sur les peuples de l'Europe centrale, en coalition avec la papauté du moyen âge ; ils rompirent le serment prêté au peuple tchèque en 1526 quand, par une élection libre de Ferdinand I^{er}, ils montèrent sur le trône des pays tchèques. A partir de ce moment, systématiquement, ils abolirent nos privilèges, jusqu'à ce que Marie-Thérèse, après avoir illégalement supprimé les dernières traces de notre indépendance, eut accompli la centralisation de son empire. Une dure germanisation des pays tchèques en fut la conséquence.

L'abolition de notre indépendance était un acte illégal, contraire à tous les droits du monde ; c'était un acte anti-tchèque et antidémocratique, dont le but unique n'était que l'anéantissement pour jamais de notre individualité nationale. Depuis, l'Autriche-Hongrie, se basant sur ce principe de centralisation à tout prix, a asservi et détruit ses peuples au point de vue national, social et économique. L'esprit bureaucratique et réactionnaire ne peut avoir pour résultat que des misères sociales et intellectuelles, qui sont la cause principale d'une émigration démesurément élevée du prolérariat tchéco-slovaque.

Dans l'intérêt du droit du libre développement de chaque peuple, nous tenons à montrer que c'est cette centralisation entretenue par l'aristocratie, par l'église et par la dynastie, qui est l'unique cause de toutes les misères de notre peuple.

Si nous cherchons dans l'histoire les raisons pour lesquelles les états danubiens se sont groupés dans une unité politique, nous voyons que la poussée turque a provoqué ces mesures de précaution. A cette époque, la coalition

(1) Le 8 novembre 1620.

des peuples danubiens était bonne et opportune, mais elle devait toujours rester une coalition de peuples libres et non pas devenir par la suite un foyer de cet absolutisme qu'on exerçait sur eux.

La Révolution Française réveilla le peuple tchèque, cruellement abattu par les Habsbourgs, et, après l'année 1848, il semblait qu'en Autriche-Hongrie, la germanisation put céder à une calme évolution nationale. L'Autriche exclue de la fédération des états germaniques, cherchait alors sa nouvelle raison d'être. —

En 1848 encore, Palacky, notre grand leader politique, doublé d'un grand historien, a pu dire de l'Autriche : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait la créer. » Les tendances allemandes, visant à leur unité intellectuelle et politique, que le parlement de Francfort a dû établir, ne lui ont pas échappé. Il a cru que les petits peuples, réunis sous le sceptre des Habsbourgs trouveraient dans l'Autriche-Hongrie une protectrice contre l'avalanche germanique venant du nord-ouest. Au nom du peuple tchécoslovaque, il demandait qu'une telle Autriche fut composée de nationalités libres sous tous les rapports. Mais l'Autriche n'a pas su suivre ce conseil et elle a surtout opprimé, à bon escient, et selon le plan arrêté, les peuples slaves. La politique de Bismarck trouva là un terrain propice, principalement après 1870. L'Autriche n'était que l'exécutrice docile de ses plans d'expansion politique et économique, qui ont trouvé leur expression dans ce « Drang nach Osten » dont on essaye la réalisation dans la guerre actuelle. C'est pourquoi l'Autriche, en se mettant au service de cette politique impérialiste et pangermaniste, a perdu sa raison d'être. Elle n'est plus la protectrice des petits peuples slaves contre la germanisation venant du Nord, mais, au contraire, elle est devenue son instrument et menace ses propres peuples.

En ce moment, l'Autriche a perdu tout droit d'exister et ses peuples doivent proclamer hautement et résolument cette autre formule de Palacky :

« NOUS ÉTIIONS AVANT L'AUTRICHE, NOUS SERONS ENCORE APRÈS SA CHUTE. »

NOUS AUTRES, SOCIALISTES TCHÈQUES, NOUS NOUS DÉCLARONS CONTRE CETTE AUTRICHE GERMANISATRICE ET MAGYARISATRICE ET NOUS REVENDIQUONS LA LIBERTÉ D'UN LIBRE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PEUPLE ET L'INDÉPENDANCE COMPLÈTE DES PAYS TCHÈQUES COMPRENANT LA BOHÈME, LA MORAVIE, LA SILÉSIE ET CETTE NOBLE SLOVAQUIE, DONT LES DEUX MILLIONS D'HABITANTS SOUFFRENT SOUS LE CRUEL RÉGIME DES HONGROIS.

Le peuple tchèque, dont le plus illustre enfant, maître Jean Hus, est mort il y a cinq cents ans, pour la liberté de conscience, en inaugurant la lutte contre l'absolutisme politique et religieux, ce peuple tchèque et ses classes ouvrières croient à la justice fatale de l'histoire, et en raison de sa haute culture, il espère fermement recouvrer, en cette année jubilaire, ses droits historiques, qui lui assureront des nouveaux progrès politiques et sociaux.

Le peuple, dont la démocratie, à l'exemple de son apôtre national, maître Jean Hus, s'est sacrifiée, il y a cinq cents ans, dans la lutte pour les idées de liberté, d'égalité et de justice, ce peuple, attend que le monde, le monde intellectuel, lui rende le service que l'Histoire de l'Humanité avait enregistré à son compte. Plus de la moitié du peuple tchèque est sous les drapeaux du progrès, sous les drapeaux de l'Internationale, dont le programme et les idées sont les meilleures garanties pour lui qu'il sortira victorieux et libre de cette lutte, **AU POINT DE VUE NATIONAL ET SOCIAL.**

NOUS CONTESTONS LA NÉCESSITÉ DE L'EXISTENCE DE L'AUTRICHE. C'EST L'UNIQUE ÉTAT DE L'EUROPE QUI, TOUT EN TIRANT LE PREMIER SON ÉPÉE, N'A CONSULTÉ NI SES PEUPLES NI LEURS REPRÉSENTANTS. Par contre, il les mène à la boucherie, afin qu'ils se battent contre leurs propres intérêts et en vue d'une germanisation encore pire. La Russie même, malgré son système absolutiste, et cette pauvre Turquie, avaient demandé l'approbation de leurs parlements. L'Autriche seule, a d'un seul coup aboli toutes les libertés. Elle a incarcéré les hommes politiques, a mis des officiers d'état-major dans les rédactions des journaux et fait pendre ceux qui osaient protester.

NOUS PROTESTONS, DEVANT L'EUROPE ENTIÈRE CONTRE CE RÉGIME BRUTAL DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN.

Nous revendiquons l'indépendance pour notre peuple, si cultivé et si imbu des idées socialistes ; nous sommes persuadés qu'une fois libre, il saura remédier à la misère sociale des classes ouvrières.

Aujourd'hui, la Bohême et la Moravie, les pays les plus riches et les plus cultivés, sont forcés d'alimenter la caisse de l'Autriche-Hongrie, pour ses exigences militaristes. Ce sont les milliards tchèques qui servent à élever les forteresses et à fondre les canons. C'est le soldat tchèque qui, par ses facultés intellectuelles est, **CONTRE SA VOLONTÉ,** le meilleur élément de l'armée autrichienne. **L'INDÉPENDANCE DES PAYS TCHÈQUES CONSTITUÉE SUR LE PLAN DE LA FÉDÉRATION DES ÉTATS SUISSES,**

PORTERA UN COUP TERRIBLE AU MILITARISME DE L'AUTRICHE ET DE L'EUROPE ENTIÈRE.

Les énormes dépenses militaires font de l'Autriche-Hongrie, dont l'industrie et le commerce sont médiocres, un pays de misère sociale. En attachant étroitement les pays tchèques à l'ensemble de son empire militariste, non seulement elle germanise et cléricralise leurs peuples, mais encore elle les saigne à blanc, au point de vue économique. La Bohême libre, avec ses neuf millions d'habitants, formera un état d'une étendue considérable, et, riche en matières premières, avec son peuple hautement cultivé et imprégné des idées sociales, elle réalisera toutes les conditions d'un avenir meilleur. N'ayant pas d'aristocratie, réduisant à l'impuissance le cléricralisme, avec son peuple mis au service de la démocratie elle deviendra la garantie du progrès social dans l'Europe centrale.

Nous rejetons l'idée de fédération des Etats danubiens, ainsi que l'a formulée le Dr. Renner socialiste allemand viennois. Nous la rejetons, non seulement parce que nous ne reconnaissons pas sa raison d'être ou parce qu'elle a été formulée par le seul homme qui n'a pas pu et n'a pas voulu peut-être, arriver à se faire approuver par ses camarades austro-allemands, mais surtout parce que nous gardons en bonne mémoire sa conduite personnelle et celle de son groupe, au congrès de Copenhague, où les tendances fédéralistes tchèques sont tombées par sa faute.

Dans notre déclaration il n'y a pas une ombre de haine contre les peuples allemand ou magyar. Pas un mot de chauvinisme ne s'échappera de nos lèvres.

Au nom des plus grandes idées socialistes et en pratiquant leur sens, au nom de la Démocratie, de l'Humanité et de la Fraternité des peuples, **NOUS NOUS LEVONS CONTRE L'AUTRICHE-HONGRIE ET NOUS PROTÉSTONS CONTRE SON RÉGIME DE VIOLENCE.**

L'Autriche-Hongrie est l'anachronisme du temps présent.

L'avenir de l'Internationale est assuré seulement dans les Etats libres qui surgiront des ruines de cette monarchie caduque.

Nous adressons notre appel à la démocratie sociale de tous les peuples et de tous les Etats, nous vous l'adressons aussi à vous-même.

Si la formation des grandes unités politiques, qui ne ménagent nulle part l'individualité nationale, mais l'oppriment au contraire à tous les points de vue, EST LE RÉSULTAT DU CAPITALISME CROISSANT, COMME L'AFFIRMENT LES THÉORICIENS SOCIALISTES, IL EST DU DEVOIR ABSOLU DU SOCIALISME ET DE SES ADHÉRENTS, D'OPPOSER A SES TENDANCES

IMMORALES LES FORMATIONS NATURELLES, C'EST-A-DIRE, LES PETITS ÉTATS HOMOGENES, QUI SEULS, COMME LA RÉALITÉ LE PROUVE, SONT CAPABLES D'UNE JUSTE ÉVOLUTION SOCIALE ET POLITIQUE.

Camarades ! Au nom des nobles idées du socialisme, qui sont la synthèse du Droit et de l'Humanité, pour le bonheur intellectuel et social de nos camarades dans les pays tchèques, élevez bien haut votre drapeau socialiste et inscrivez-y vos nouveaux devoirs : **LA LUTTE POUR UN NOUVEAU PROGRÈS SOCIAL, POUR LES DROITS ET LE LIBRE DÉVELOPPEMENT DES PETITS PEUPLES ;**

LA LUTTE POUR LE LIBRE DÉVELOPPEMENT DU PEUPLE TCHÈQUE DANS SES PAYS, DU PEUPLE DE J. HUS ET J. A. COMENIUS, DU PEUPLE ACTUELLEMENT OPPRIMÉ, DU PEUPLE DONT LA MAJORITÉ EST SOUS LES DRAPEAUX DE L'INTERNATIONALE.

Ce peuple vous adresse aujourd'hui un appel vibrant :
FAITES VOTRE DEVOIR SOCIALISTE !

DÉFENDEZ NOTRE CAUSE DANS VOS JOURNAUX !

QUE VOS REPRÉSENTANTS LA DÉFENDENT DANS VOS PARLEMENTS !

AIDEZ-NOUS PARTOUT OU VOTRE CONSCIENCE SOCIALISTE VOUS ORDONNE DE NOUS AIDER !

AIDEZ-NOUS A FORMER UN ÉTAT TCHÈQUE INDÉPENDANT, DONT LES ENFANTS, AUJOURD'HUI COMME IL Y A CINQ SIÈCLES, POURSUIVront LES GRANDES IDÉES DU SOCIALISME ; ILS MARCHERONT AVEC VOUS EN RANGS SERRÉS COMME DÉFENSEURS DE LA PAIX, CRÉATEURS DES ŒUVRES ÉTERNELLES, PROTÉCTEURS DES DROITS DU PROGRÈS, DE L'HUMANITÉ ET DU SOCIALISME.

La branche tchèque du parti socialiste
en Amérique.

Tous les socialistes tchéco-slovaques résidant à présent en France, en Suisse, en Angleterre, en Russie et partout ailleurs, sont en parfait accord avec l'action de leur parti aux Etats-Unis et se réjouissent de pouvoir ainsi montrer à l'Internationale quelle est l'opinion réelle du parti socialiste tchéco-slovaque. Ils tiennent d'autant plus à la proclamer partout, en dehors des frontières autrichiennes et allemandes, qu'aux moments historiques d'une crise si terrible dans le sein du socialisme international, ils veulent que le monde socialiste tout entier sache bien

que ce n'est pas eux qui ont renié leurs principes de socialisme international...

Il est un point sur lequel, aujourd'hui, les socialistes tchèques chantent déjà victoire. Dans leur conflit avec les socialistes allemands, au sujet de l'indépendance de leur parti et de leurs syndicats, en dehors du parti et des syndicats allemands, les événements leur ont donné satisfaction. Toute l'Internationale les a condamnés au Congrès de Copenhague en 1910, lorsque les socialistes allemands les ont accusés de chauvinisme. C'est en vain que les socialistes tchèques ont cherché à démontrer aux autres partis socialistes que le chauvinisme était de l'autre côté, qu'il leur était impossible de vivre en commun avec les socialistes allemands, que ceux-ci employaient des moyens illégaux pour démontrer la vérité de leur conception du conflit, qu'ils se montraient intolérants à l'égard des autres nations et qu'ils professaient une sorte d'impérialisme, même dans le sein des organisations socialistes.

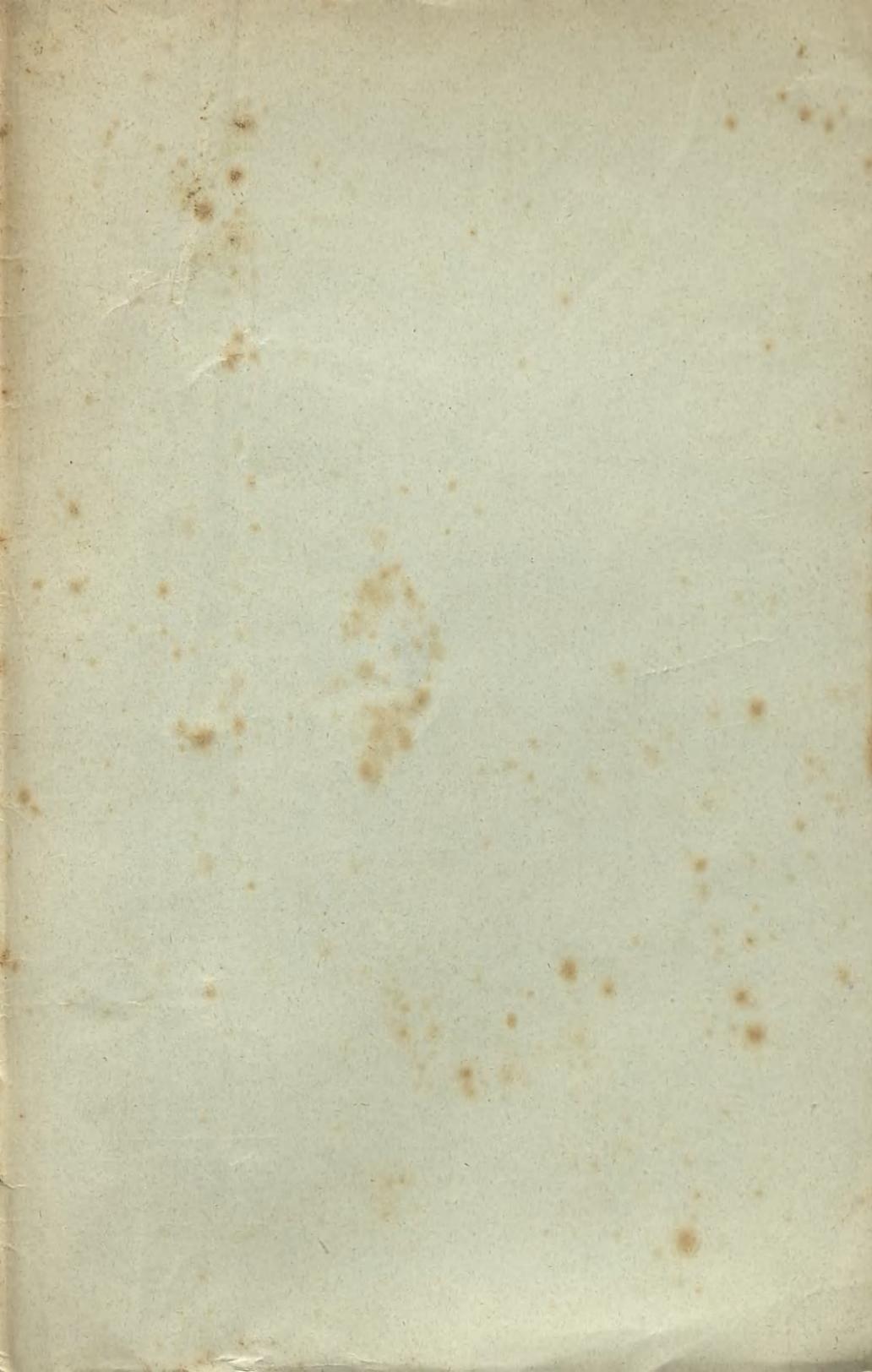
Dès ce temps-là, les Tchèques furent condamnés, car ils se défendaient mal, en se heurtant, dans les partis socialistes des autres nations, à une ignorance complète de la situation en Autriche.

Ils espèrent cependant que leurs idées triompheront partout après la guerre, et qu'ils obtiendront satisfaction de tous ceux qui les avaient déjà condamnés à être enrôlés dans les rangs et sous le haut commandement des socialistes impérialistes allemands...

Telle était, à grands traits, la situation du socialisme autrichien, après la déclaration de la guerre. On voit qu'elle était sensiblement différente de celle de l'Allemagne. On voit aussi qu'il faut bien se garder de généraliser en parlant du « socialisme autrichien ». C'est d'ailleurs là le défaut de toutes les informations que l'on donne aujourd'hui sur l'Autriche.

L'Autriche, à vrai dire, n'existe plus et c'est seulement le terrorisme du gouvernement viennois et du militarisme prussien qui donne encore l'illusion qu'elle est debout.

Donc, en parlant du socialisme autrichien, on doit bien se rendre compte que du jour où le premier coup de canon a été tiré, les ouvriers tchèques et slaves se sont séparés du socialisme allemand, de même que l'avaient fait presque tous les ouvriers des autres nations. Et les ouvriers tchèques croient fermement qu'en adoptant cette conduite, ils sont, non seulement restés en accord avec leurs principes socialistes, mais aussi qu'ils trouveront assez de compréhension chez les ouvriers des autres nations, et que l'Internationale tout entière, le jour de la conclusion de la paix, se rangera nécessairement de leur côté et se servira de son influence, pour faire appliquer le principe des nationalités et pour résoudre ce terrible problème autrichien, qui ne tarderait pas à provoquer sous peu, une nouvelle catastrophe, s'il n'était pas solutionné suivant les principes du droit, de la justice et du socialisme.



Imp. des Beaux-Arts
::: A. Muller :::
79, r. Dareau, Paris